

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE

Le gouvernement contre-attaque

Le gouvernement Ouyahia s'implique progressivement dans le débat sur la loi de finances complémentaire 2009. Un débat timide-ment mené, faut-il le dire, par quelques opérateurs économiques et... la presse nationale.

Le restant des parties concernées, l'UGTA notamment, ne pouvant qu'approuver bien sûr ce qui est une décision présidentielle «sans appel», tout n'est pourtant pas parfait dans ce

texte qui ne fait pas l'unanimité y compris au sommet de l'Etat. Adopté fin juillet dernier en Conseil des ministres, ce texte prévoit quelques petites révolutions dans le monde économique et a surtout, par sa complexité, laissé dans le flou total et les opérateurs économiques et le simple citoyen qui subit de plein fouet les conséquences immédiates de ces mesures. Le congé collectif des membres du gouvernement,

entre le 25 juillet et le 8 août, n'a fait, d'ailleurs, que compliquer les choses. Mais les sorties médiatiques successives du ministre des Finances Karim Djoudi et son collègue aux PME-PMI Mustapha Bendada suffiront-elles à lever toutes les équivoques générées par une loi où l'improvisation semble être la caractéristique première ?

Kamel Amarni

SUPPRESSION DES CRÉDITS À LA CONSOMMATION

Djoudi table sur une industrie automobile intégrée

Comme solution compensatoire à la suppression des crédits à la consommation, le gouvernement table sur le développement d'une industrie automobile intégrée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les citoyens qui souhaitent acquérir un véhicule et ne peuvent plus contracter de crédits bancaires doivent patienter.

Soit ils bénéficient de facilités de paiement directes auprès des concessionnaires automobiles où ils attendent la mise sur le marché de véhicules montés totalement ou partiellement en Algérie.

C'est ce que le ministre des Finances, Karim Djoudi, a laissé entendre, hier, lors d'une rencontre médiatique consacrée à la si controversée loi de finances complémentaires pour 2009.

Une loi dont l'une des dispositions supprime justement l'octroi de crédits à la consommation dont les prêts véhicules, pour juguler la croissance des importations de véhicules

(3,7 milliards de dollars en 2008 et en baisse au 1^{er} semestre 2009).

Mais aussi pour éviter le risque potentiel de surendettement, même si la centrale des risques pour les ménages n'est pas encore opérationnelle et que le surendettement ne soit pas réellement cerné.

En attendant la réussite du partenariat lancé

Néanmoins, le gouvernement, par la voix de Karim Djoudi, table sur la création d'une industrie automobile algérienne intégrée pour répondre à une demande estimée à 200 000 véhicules par an.

Selon le grand argentier du pays, le maintien du crédit à la consommation contredit la réussite du processus de partenariat enclenché en ce sens avec des opérateurs allemands et émiratis dans le domaine de l'industrie

automobile. Déjà finalisé selon le ministre des Finances, ce partenariat concerne la fabrication et l'intégration d'une large gamme de véhicules particuliers et utilitaires et ainsi que de pièces de rechanges.

Et un investissement qui bénéficie de mesures incitatives dont des exemptions fiscales sur le moyen terme.

L'endettement pour le logement est préférable...

De fait, le gouvernement semble préférer que les ménages s'endettent pour acquérir des logements que pour acheter des véhicules. Ainsi, des aides frontales et la bonification des taux d'intérêt seront combinées pour, selon Karim Djoudi, «conforter la solvabilisation des ménages dans le cadre de l'accès au logement».

A ce propos, le ministre des Finances a indiqué que cela sera précisé par voie réglementaire.

Comme il a indiqué que la bonification des taux d'intérêt des prêts du Trésor pour l'acquisition de logements par les fonctionnaires, une mesure prévue dans la loi de finances complémentaire, vise à «protéger» ces fonctionnaires.

Auparavant, Karim Djoudi avait longuement justifié la pertinence de cette loi de finances complémentaire, «un outil de politique économique», une «bonne loi».

Aller vers une «économie de production»

Dans la mesure, selon le grand argentier où les importations de biens et services se sont emballées (+50 milliards de dollars en 2008). Mais aussi de la volonté des pouvoirs publics d'«orienter les investissements vers la production» et «passer d'une économie de consommation à une économie de production» d'autant qu'il y a de la croissance à prendre sur le marché national», dira-t-il.

Cela en assurant que «la liberté de commerce et d'investissement n'est pas remise en cause» mais que l'«on ne peut continuer à laisser faire» et que la nécessité de «fixer des règles» se pose selon Karim Djoudi, convaincu que son département est un «partenaire» et non pas uniquement «un porte-feuille».

Arguant que nombre de mesures décidées dans la loi de finances complémentaire sont favorables aux opérateurs économiques et PME, Karim



«Passer d'une économie de consommation à une économie de production.»

Djoudi a estimé, finalité de cette LFC, qu'il s'agit de créer des «avantages relatifs pour la production».

Les réserves de changes risquent d'être impactées

A propos de l'usage exclusif du crédit documentaire pour le paiement des importations, le ministre des Finances a indiqué que le transfert libre, mode privilégié par les opérateurs, est utilisé à 50% dans l'importation de biens et à 90% dans celle des services.

Pour Karim Djoudi, l'usage du crédit documentaire, dont une dizaine de formules peuvent être utilisées, assure, a contrario, «la traçabilité, le suivi et le contrôle des transactions». Par ailleurs, Karim Djoudi, qui a indiqué que les réserves de changes se sont stabilisées, dans le contexte d'un excédent commercial fortement amoindri, une balance services déséquilibrée, risquent d'être impactées négativement.

La dépréciation du dinar confirmée

D'autre part, Karim Djoudi a indiqué que le gouvernement travaille sur la relance de la mesure portant obligation de l'utilisation du chèque pour les transactions importantes.

Comme le ministre des Finances a confirmé tacitement la dépréciation du dinar par les autorités monétaires et financières nationales. Une dépréciation voire une dévaluation volontaire de la parité du dinar, et une mesure «mécanique» visant à «renchérir les coûts d'importation et améliorer les revenus d'exportation des hydrocarbures», tout en préservant l'équilibre du taux de changes.

C. B.

BANQUES

La liquidité en baisse de 10 %, selon Laksaci

La liquidité des banques reste fortement excédentaire mais a baissé durant le premier semestre 2009. C'est ce qu'a indiqué le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, qui a réuni hier des responsables de banques.

Selon Mohamed Laksaci, les liquidités sont passées de 2 845 milliards de dinars à fin 2008 à 2 749 milliards de dinars à la fin juin 2009, soit une contraction globale de la liquidité au niveau des banques de 10,4 %. Egalement, Mohamed Laksaci a noté «un léger recul de la masse monétaire de 0,2 %», un phénomène monétaire «nouveau puisque durant les années passées, la forte expansion de la masse monétaire a été tirée par les avoirs extérieurs nets».

Comme le gouverneur a noté que les ressources collectées par les banques ont enregistré une baisse de 3,4 %, en raison de la forte diminution des dépôts du secteur public et d'un accroissement des dépôts auprès des entreprises publiques et des ménages et la hausse des dépôts préalables à l'importation.

Cela étant, les crédits à l'économie octroyés par les banques ont augmenté de 7,8 % durant cette période, en hausse de 9,2 % pour le secteur public et en progression de 6,7 % pour le secteur privé et les ménages.

Selon le gouverneur, la part des crédits à moyen terme a atteint 57,9 % à la fin juin 2009 contre 54,5 % à fin 2008.

C. B./APS

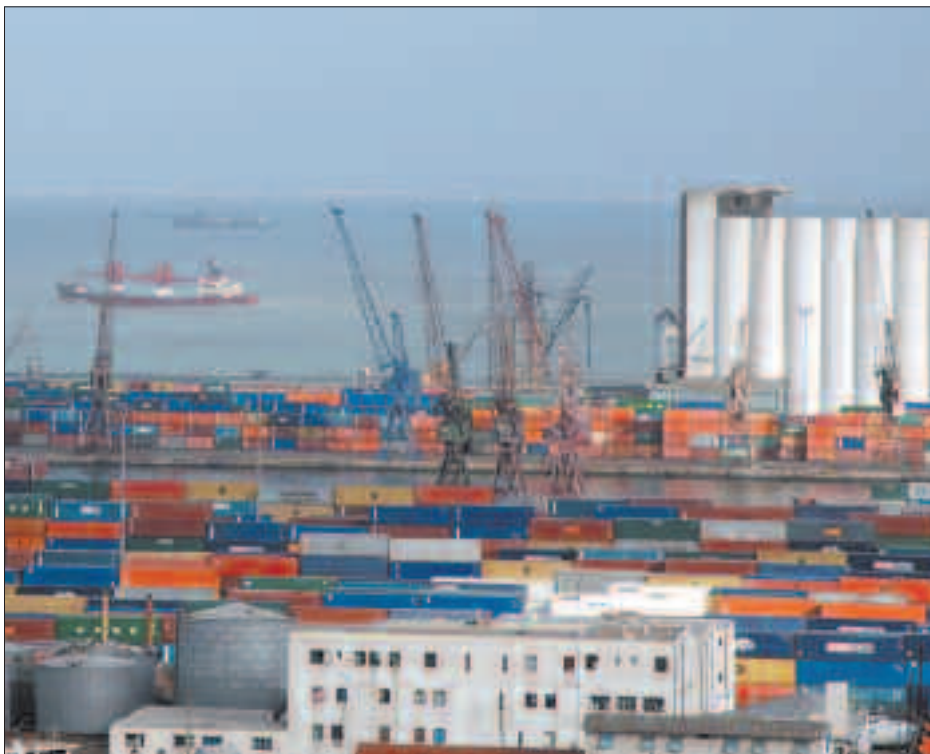


Photo : Samir Sid